



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 22 septembre 2009

CONTENU

Politique commerciale américaine

Obama sur la politique commerciale.....	1
Sans le commerce, quel coût pour les travailleurs?.....	2

Propriété intellectuelle

L'Omerta de l'ACAC.....	3
-------------------------	---

Études économiques et articles connexes.....	4
--	---

Politique commerciale

Obama sur la politique commerciale américaine

Dans un discours prononcé le 14 septembre dernier au *Federal Hall National Memorial* (Palais fédéral) à New York, le Président Barack Obama a déclaré que son Administration s'engageait à négocier de nouveaux accords de libre-échange et à aller de l'avant avec ceux présentement en négociations. Cela dit, le Président a tenu à préciser qu'aucun système commercial ne peut fonctionner adéquatement sans l'application des normes juridico-commerciales et le respect des

Au XXI^e siècle, une économie en santé dépend, entre autres, de notre capacité d'acheter et de vendre des biens sur les marchés mondiaux. Ne vous méprenez pas, mon Administration s'engage à promouvoir l'expansion du commerce et la mise en œuvre de nouveaux accords commerciaux.

— Barack Obama, *Federal Hall*,
New York, 14 septembre 2009

termes du commerce. À cet égard, Obama a affirmé que sa décision d'imposer, pour une période de trois ans, une taxe douanière sur les importations de pneus de fabrication chinoise (voir Chronique du 15 septembre), ne constituait pas une mesure « provocatrice ou protectionniste », mais qu'elle visait plutôt à « garder le système commercial mondial ouvert et libre. » Rappelons que cette mesure (mise en œuvre sous la section 421 de la loi américaine *Trade Act of 1974*) a été très mal reçue en Chine. Cette décision du gouvernement américain « viole les règlements de l'OMC et constitue un abus des mesures commerciales de sauvegarde », a indiqué le porte-parole du Ministère chinois du Commerce, Yao Jian.

Par ailleurs, l'Administration Obama n'a pas encore annoncé l'enclenchement de nouvelles négociations commerciales et peine encore à aller de l'avant avec les accords commerciaux négociés sous l'Administration Bush avec le Panama, la Corée du Sud et la Colombie. De plus, bien que l'Administration Obama se soit engagée à poursuivre les négociations commencées sous l'administration Bush de l'Accord commercial anti-contrefaçon (ACAC), elle ne s'est cependant pas encore prononcée sur les négociations du *Trans-Pacific Partnership Agreement* (TPP). Toutefois, plusieurs lobbyistes, avocats et spécialistes espèrent que le Président Obama développera de façon plus approfondie dans un prochain discours les paramètres de la nouvelle politique commerciale



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 22 septembre 2009

américaine et les initiatives commerciales que son Administration désire entreprendre. Ces derniers voient ce discours comme étant « crucial » afin d'aller de l'avant avec l'agenda d'expansion commerciale de la nouvelle Administration qui, selon eux, fut largement relégué à la périphérie des priorités en matière de politique étrangère américaine en raison, notamment, de la réforme du régime de santé publique.

Sources : The White House (Office of the Press Secretary), « Remarks by the President on Financial Rescue and Reform », *Speeches and Remarks*, September 4, 2009. [En ligne]: http://www.whitehouse.gov/the_press_office/Remarks-by-the-President-on-Financial-Rescue-and-Reform-at-Federal-Hall/. Chinese Ministry of Commerce, « China files WTO complaint over U.S. tyre tariffs », *News Release*, September 15, 2009. [En ligne]: <http://english.mofcom.gov.cn/aarticle/newsrelease/commonnews/200909/20090906516774.html>. Editorial, « Obama: Administration Committed To Pursuing New Trade Deals », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 36 - September 18, 2009, p. 13.

Sans le commerce, quel coût pour les travailleurs américains?

Dans un important rapport rendu public cette semaine, la Chambre de commerce des États-Unis explique comment le manque d'actions et parfois, à l'inverse, la prise de certaines décisions en réponse à divers enjeux commerciaux, pourraient avoir des conséquences néfastes pour les travailleurs américains. En effet, le rapport note que plus de 585 800 emplois pourraient être perdus si l'Administration Obama ne fait pas de la politique commerciale américaine l'une de ses priorités, en particulier en ce qui concerne les accords de libre-échange. Selon le rapport, le fait que l'Administration Obama peine à faire voter les accords de libre-échange avec la Colombie, le Panama et la Corée du Sud au Congrès constitue un grave danger pour les intérêts américains, d'autant plus que le Canada et l'Europe cherchent à conclure leurs propres accords avec la Colombie et la Corée du Sud. Sur ce point, le rapport de la Chambre de commerce indique que ces deux enjeux combinés pourraient causer une perte de 40,2 milliards \$ É.-U. pour les exportations américaines et par conséquent, une perte de 383 400 emplois aux États-Unis. De plus, la Chambre de commerce estime que la fameuse clause *Buy American* contenue dans le plan de relance économique des États-Unis (*Recovery and Reinvestment Act of 2009*) pourrait causer la perte de 176 800 emplois. Le rapport note également que si l'Administration Obama ne règle pas rapidement la dispute américano-mexicaine autour de l'accès des camions mexicains au marché américain et des taxes douanières sur les produits américains exportés au Mexique, les États-Unis courent le risque de perdre plus de 25 600 emplois.

Dans une conférence téléphonique accordée à des journalistes le 15 septembre dernier, le vice-président pour les affaires internationales de la Chambre de commerce des États-Unis, John

Les États-Unis forment une grande nation qui doit apprendre à marcher et mâcher de la gomme en même temps. Nous pouvons aller de l'avant avec d'autres priorités et il n'y a aucune raison de mettre de côté le commerce.

— John Murphy, vice-président,
Chambre de Commerce des États-Unis, 15 septembre
2009

Murphy, a déclaré qu'il n'y a pas de raison qui pourrait expliquer la mise de côté de la politique commerciale en tant que priorité de la Maison Blanche, et ce, en dépit de l'importance de la réforme du régime de santé publique. En revanche, il semble que l'opinion publique américaine ne partage pas cet avis. Le 16 septembre dernier, une coalition formée de groupes défendant le commerce équitable a publié un rapport faisant état de plusieurs comptes rendus d'Américains affirmant qu'ils croyaient que le commerce avait un impact négatif sur eux. De plus,



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 22 septembre 2009

ce rapport, rédigé par la *Maine Fair Trade Campaign*, la *Minnesota Fair Trade Coalition*, la *Ohio Conference on Fair Trade*, la *Oregon Fair Trade Campaign* et la *Washington Fair Trade Coalition*, en appelle, à l'instar de la législation TRADE (voir chronique 25 août 2009), à une réforme de la politique commerciale américaine.

Enfin, à la lumière des conclusions dudit rapport, il importe de souligner que dans une économie aussi grande que celle des États-Unis, il est difficile d'estimer correctement le nombre d'emplois qui pourraient être perdus dû au commerce, notamment en raison de la multiplicité des facteurs (comme des changements dans la politique fiscale, une crise financière ou une catastrophe naturelle) qui affectent la perte ou le gain d'emplois en une année. À titre d'exemple, la perte d'emplois peut être causée par des effets de renversement tel un ralentissement de l'économie qui peut ne rien avoir avec la stagnation des négociations d'un accord de libre-échange. Aussi, en raison de la marge d'erreur et de l'échantillonnage, les statistiques tendent à prédire plus facilement les changements mineurs que ceux de grande ampleur.

Pour lire le rapport : <http://www.uschamber.com/trade>

Sources : US Chamber of Commerce, « U.S. Chamber Trade Study: 500,000 American Jobs at Risk », *Press Release*, September 15, 2009. [En ligne]: <http://www.uschamber.com/press/releases/2009/september/090915tradestudy.htm>. Editorial, « Chamber Report Links Obama Trade Policies to Loss of U.S. Jobs », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 36 - September 18, 2009, p. 14-15.

Propriété intellectuelle

L'omerta de l'ACAC

Le Bureau du Représentant américain pour le commerce (USTR) a accepté de discuter du contenu du chapitre portant sur l'Internet dans le fameux Accord commercial anti-contrefaçon (ACAC), qui vise à établir des mesures pour *criminaliser* les infractions en matière de propriété intellectuelle, mais seulement avec des conseillers spéciaux (*cleared*). Cependant, ces derniers ont dû signer un accord de non-divulgaration les empêchant de faire des commentaires sur le sujet. Ce que nous savons, c'est que le Bureau de l'USTR fera circuler le chapitre à tous les partenaires commerciaux engagés dans les négociations de l'ACAC avant leur prochaine rencontre qui aura lieu du 4 au 6 novembre 2009 à Séoul. En plus des États-Unis, les pays participant aux négociations de l'ACAC sont : l'Australie, le Canada, l'Union européenne, le Japon, la Corée du Sud, le Maroc, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, Singapour et la Suisse.

En ce qui concerne l'opacité entourant les négociations de l'ACAC, certains pays comme le Japon et la Corée du Sud insistent sur la nécessité de garder secret le contenu du chapitre sur l'Internet, tandis que d'autres se sont dit prêts à divulguer les grandes lignes du chapitre. Le contenu de ce chapitre est très controversé, car il pourrait par exemple exiger que les fournisseurs de services Internet contrôlent toutes les communications sur le Web, mais il pourrait aussi entraver l'usage légal d'œuvres protégées ou encore, rendre illégal le partage de fichiers en réseau. De plus, ce qui alimente la crainte des organismes d'intérêt public est le fait que l'Accord repose de manière excessive sur les groupes industriels et les titulaires de droits alors que les consommateurs ne sont pas du tout représentés.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 22 septembre 2009

Ce qui est particulièrement inquiétant est la possibilité que des citoyens qui font l'objet d'une enquête pour une infraction de droits de propriété intellectuelle dans leur pays d'origine soient arrêtés aux frontières. Ainsi, les agents transfrontaliers auraient le droit de « fouiller » les ordinateurs ou d'autres objets voués au divertissement personnel comme les *iPods* par mesure de sécurité.

Source : Editorial, « USTR Seeks Advice on ACTA Internet Chapter Proposal », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 36 - September 18, 2009, p. 12.

Études économiques et articles connexes

John Williamson, *Why SDRs Could Rival the Dollar*, Peterson Institute Policy Brief, Number PB09 - 2 0, september 2009. En ligne : <http://www.iie.com/publications/pb/pb09-20.pdf>

Richard N. Cooper, *The Future of the Dollar*, Peterson Institute Policy Brief, Number PB09-21, september 2009. En ligne <http://www.iie.com/publications/pb/pb09-21.pdf>

Adam S. Posen, « How To Prevent an Unruly Rush for the Exit », *Financial Times*, September 17, 2009. En ligne : <http://www.iie.com/publications/opeds/oped.cfm?ResearchID=1294>

Michael Mussa, *Global Economic Prospects as of September 2009: Onward to Global Recovery*, Paper presented at the sixteenth semiannual meeting on Global Economic Prospects, September 17, 2009. . En ligne : <http://www.iie.com/publications/papers/mussa0909.pdf>

Shobhana Chandra, « U.S. Leading Economic Index Increased 0.6% in August », *Bloomberg*, September 21, 2009. [En ligne] : <http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=20601068&sid=aB9ohJMxWzoU>

Craig Torres et Robert Schmidt, « Fed Rejects Geithner Request for Study of Governance Structure », *Bloomberg*, September 21, 2009. [En ligne] : <http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=20601068&sid=adjvXg1zP.zY>

Sandrine Rastello et Timothy R. Homan, « IMF Urges Central Banks to Prepare, Coordinate Exit Strategies », *Bloomberg*, September 21, 2009. [En ligne] : <http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=20601068&sid=a3FALCchJkHQ>

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et rédaction : Guillaume Mascotto

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca

